

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-22-05 DU 21 DECEMBRE 2020

L'An deux mille vingt, le 21 décembre,  
Le Conseil Municipal, dûment convoqué, le 15 décembre, conformément aux articles L 2121-7, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la salle Daniel Balavoine, sous la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33

Nombre de Conseillers Municipaux présents : 26

Nombre de Conseillers Municipaux absents représentés : 5

Nombre de Conseillers Municipaux absents excusés : 2

PRESENTS : Mmes et MM. P. NICOLE-WILLIAMS, C. GUETAT, C. KOPFERSCHMITT, J. DOS SANTOS, D. PENOT, M. LORIOT-CARNIS, Y. TOUYERAS, R. MESLEM, M. FAYET, J. GUILLERMINET, C. GAMBIER-ORTIZ, M. GUENNOUN, M. LOMBARD, L. DI SANTO, B. LOUKILI SENHAJI, M. TUNCA, H. KHETTAB, J. GAGET, A. CROS, L. GRONDIN, C. DEBRYE, J.N. SALMON, K. HALLOUL, A. VERJUS, A. SAGIROGLU, A.V. MITTENDORFER

ABSENTS REPRESENTES :

J.C. DURA pouvoir à L. DI SANTO

G. GENTHON pouvoir à C. GUETAT

Z. MAZARI pouvoir à D. PENOT

C. DUMOULIN pouvoir à A. VERJUS

L. NASSISI pouvoir à A.V. MITTENDORFER

ABSENTS EXCUSES : N. GUSTO, B. JAN

OBJET : **MAINTIEN DE LA COMPETENCE « PLAN LOCAL D'URBANISME » A LA COMMUNE**

NOTE DE SYNTHESE

La loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (loi ALUR) désigne les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) comme compétents en matière d'élaboration et de révision de Plan Local d'Urbanisme (PLU), document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale. Cette loi dispose que les communautés de communes et d'agglomération existant à la date de la loi ALUR et qui ne sont pas compétentes en matière de PLU le deviennent de plein droit le lendemain de l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la publication de ladite loi, c'est-à-dire le 27 mars 2017.

Ce transfert automatique est stoppé si une minorité de blocage s'exprime contre cette prise de compétence par l'EPCI. La loi précise ainsi que si **au moins un quart des communes représentant au moins 20 % de la population** s'y oppose par délibération dans les 3 mois précédant ce transfert automatique, le transfert n'a pas lieu.

La loi ALUR prévoit que si, après le 27 mars 2017, la communauté d'agglomération n'était pas devenue compétente en matière de PLU, elle le deviendra de plein droit le premier jour de l'année suivant l'élection du président de la communauté consécutive au renouvellement général des conseils municipaux et communautaires, soit le **1<sup>er</sup> janvier 2021**.

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-22-05 DU 21 DECEMBRE 2020

Les communes pourraient néanmoins continuer de s'opposer à ce transfert, dans un délai de trois mois précédant cette échéance, à partir **du 1<sup>er</sup> Octobre 2020**.

Pour que cette compétence ne soit pas transférée à la CAPI, il faut qu'au moins 6 communes délibèrent contre ce transfert, et ces communes doivent regrouper au moins 21 507 habitants (au dernier recensement, la CAPI comptait 107 535 habitants).

Monsieur le rapporteur rappelle que le 20 mars 2017, 14 communes avaient transmis à la CAPI une délibération de leur conseil municipal s'opposant au transfert de cette compétence. Ces 14 communes représentent environ 93 000 habitants. La CAPI a pris acte de la minorité de blocage concernant le transfert de la compétence « PLU ».

Aujourd'hui, la commune mène une procédure de révision de son Plan Local d'Urbanisme et souhaite l'appliquer en 2021. Dans ce nouveau document la commune entend maîtriser, à son échelle, le développement urbain de son territoire et protéger les espaces naturels les plus sensibles. La collectivité désire également encadrer les aménagements potentiels sur la prochaine orientation d'aménagement programmée sur les terrains limitrophes du rond-point de Gremda. Conserver la compétence en matière d'élaboration du PLU permet également à la commune de conserver ses objectifs de valorisation et de développement tant économique, démographique ou urbain et de les maîtriser géographiquement.

Ainsi le transfert de cette compétence en matière d'aménagement du territoire réduirait les prérogatives de la commune sur son territoire.

La présente délibération a pour objet de décider le maintien de la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » à la Commune.

-----

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'Urbanisme,

Vu la loi portant Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010, promouvant les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux,

Vu la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové du 24 mars 2014, et notamment son article 136 portant sur le transfert aux Communautés de Communes et Communautés d'Agglomération de la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu l'avis favorable de la commission Environnement et développement durable du 18 novembre 2020,

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-22-05 DU 21 DECEMBRE 2020

**Le CONSEIL MUNICIPAL**, après avoir délibéré à l'unanimité,

**DECIDE** de maintenir la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » à la Commune.

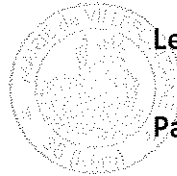
**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer les démarches et à signer tous documents afférents à la présente délibération.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

FAIT ET DELIBERE A VILLEFONTAINE

Le 21 décembre 2020

Pour extrait certifié conforme,



Le Maire,

Patrick NICOLE-WILLIAMS

